Cahiers de l'Urmis

4 | 1998

Dynamiques identitaires en France et au Québec

Les espaces communautaires et le maintien de l'identité collective arménienne

Annick Lenoir-Achdjian

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/urmis/373>

DOI : 10.4000/urmis.373

ISSN : 1773-021X

Éditeur

Urmis

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 1998

ISSN : 1287-471X

Référence électronique

Annick Lenoir-Achdjian, « Les espaces communautaires et le maintien de l'identité collective arménienne », *Cahiers de l'Urmis* [En ligne], 4 | mars 1998, mis en ligne le 15 décembre 2002, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/urmis/373> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/urmis.373>

Les contenus des *Cahiers de l'Urmis* sont disponibles selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les espaces communautaires et le maintien de l'identité collective arménienne

Par Annick Lenoir-Achdjian

Doctorante
Université de Montréal, Canada

La majorité des auteurs qui ont étudié la diaspora arménienne (ses communautés, sa reproduction, sa dispersion) ont abordé le sujet sous l'angle de sa cohésion interne après plus de quatre-vingts ans d'exil. Or, ces chercheurs s'opposent sur la façon même de considérer la vie en diaspora. Ainsi, si tous s'accordent à considérer le génocide comme constituant le cœur de l'histoire diasporique, son rôle dans la reproduction de l'identité arménienne en diaspora est analysé différemment selon les courants idéologiques. Certains, par exemple, considèrent que le génocide, en tant que "noyau central" dans la formation de l'identité collective arménienne, a investi les Arméniens de la conscience et du devoir de maintenir et de manifester leur solidarité "nationale" (Garabédian, 1989 : 136). Dans cette perspective, l'Arménie, en tant que territoire national, constitue le centre de référence de l'ensemble de la diaspora et canalise, ou devrait canaliser, la solidarité communautaire en un projet commun : d'une part, unir la communauté dans le pays d'accueil et, d'autre part, rassembler l'ensemble de la diaspora dans une "relation symbiotique à l'Arménie"

(Chichekian, 1994 : 51). D'après ce point de vue, la diaspora existe et se développe en périphérie de la nation arménienne. Hovanessian (1992, 1995), pour sa part, contrairement aux précédents, considère que la réalisation d'une véritable solidarité communautaire à l'échelle transnationale comporte une réelle difficulté, en raison de la persistance des particularismes dans les champs associatifs, confessionnels et politiques :

"Quant à l'ex Arménie soviétique, elle représente dans les imaginaires l'ultime bastion culturel d'une nation morcelée. L'existence d'une diaspora arménienne, l'échelonnement de l'immigration dans le temps, la diversité des citoyennetés, l'absence d'identification à une nation arménienne rendent multiforme l'appréhension de cette réalité." Hovanessian (1995 : 30)

Par ailleurs, tous s'entendent pour déclarer qu'il existe effectivement en diaspora un problème fondamental qui concerne le manque de consensus sur les moyens à utiliser pour maintenir le cadre collectif spécifique permettant la reproduction de l'identité arménienne. Plusieurs chercheurs, eux-mêmes pour la plupart d'origine arménienne, analysent ces désaccords comme étant une manifestation des forces assimilationnistes. Ces forces s'exprimeraient simultanément par l'abandon de la langue arménienne et par le désinvestissement des nouvelles générations dans les associations communautaires. Les mésententes, à leur avis, menaceraient l'unité du groupe et, conséquemment, la survie de l'ensemble de la diaspora. Par exemple, l'augmentation, à travers le temps, des contacts sociaux avec les non-Arméniens se fait, selon eux, au dépens de la communauté arménienne puisque ces contacts favorisent, entre autres, les mariages mixtes qui menacent ainsi la

reproduction de l'identité arménienne (Boudjikianian, 1978 ; Chichekian, 1994). Dans cet article, nous proposons un autre point de vue, s'opposant à ce discours pessimiste : l'existence de conflits internes dans la communauté n'est pas nécessairement synonyme de dissolution ou d'assimilation. Ces conflits peuvent, au contraire, être un signe de vitalité du groupe. En effet, Breton a clairement montré que "La cohésion sociale de la communauté et sa capacité d'action concertée ne dépendent pas de l'absence de conflits, mais plutôt de la présence de mécanismes efficaces pour leur gestion. Au contraire, l'absence de conflits suggère une vie communautaire plutôt bureaucratisée ou correspond à un manque d'affaires publiques. (...)" Breton (1983 : 34)

À travers l'analyse des espaces communautaires des Arméniens de Montréal, nous voulons mettre en évidence les rapports paradoxaux entre les éléments favorisant l'exclusion ou l'inclusion et, ainsi, relativiser l'impact négatif des conflits. Les données sur lesquelles nous nous appuyons proviennent d'une enquête que nous avons menée en décembre 1995, auprès de quinze jeunes adultes Arméniens, originaires du Liban¹.

1. Les tensions

Quelles sont donc les sources de tensions qui constituent une menace pour la diaspora ? De nombreux auteurs ciblent l'Église et les partis politiques de la communauté comme étant les principaux responsables des clivages internes. En effet, si l'Église chrétienne demeure le principal lieu de reconnaissance commun entre les Arméniens sur le plan historique (Zakarian, 1990), par ailleurs, au sein même de la chrétienté, les membres de

la collectivité se situent aussi en relation à une confessionnalité : soit l'apostolicisme — qui regroupe la majorité des Arméniens —, soit le catholicisme, soit encore l'évangélisme. De plus, chaque Église se rattache à un évêché de référence — Etchmiadzine — en Arménie ex-soviétique — ou Antélias — au Liban et, par là, en diaspora — pour les apostoliques et Rome pour les catholiques. Dans ce contexte, si l'Église est un lieu de mobilisation, elle constitue également, du moins potentiellement, un lieu de conflits et de séparations. Par ailleurs, sur le plan politique, toutes les collectivités arméniennes se trouvent scindées en au moins deux clans principaux. Le parti Ramkavar considère l'Arménie ex-soviétique comme le bastion de l'« arménité », un sanctuaire national sur une partie du territoire "historique". Ses membres tiennent à lui accorder toute l'aide possible, indépendamment du régime politique en place. Le parti Dachnak, pour sa part, est en faveur de l'existence d'une Arménie indépendante et unifiée. Ces deux partis ont pour objectif de contrôler idéologiquement l'ensemble de la diaspora et d'en être le représentant auprès des autorités locales, nationales et internationales. Étant donné son importance dans l'histoire, cette lutte de pouvoir passe obligatoirement par le biais de l'Église. On constate donc le plus souvent l'existence d'organisations similaires, généralement cautionnées par une Église, qui se chevauchent et qui justifient leur existence par l'appartenance à l'un ou l'autre parti. Le fait de participer à l'une des activités organisées par elles implique donc, consciemment ou non, une acceptation de l'idéologie prônée par le parti qui la chapeaute. Ainsi, du fait de l'existence du lien qui relie en diaspora l'Église aux partis, les débats politiques contaminent un espace qui est en principe non

politisé, ce qui signifie, par conséquent, que chacune de ces institutions porte en son sein de nombreuses potentialités d'oppositions et de discordes éventuelles.

Pour remédier à ces tensions, diverses solutions sont proposées, mais deux d'entre elles sont principalement mises de l'avant : d'une part, encourager l'investissement personnel dans les associations arméniennes afin de propager "la langue et la culture arménienne auprès de la jeunesse" (Boudjikianian-Keuroghlian, 1978) et d'autre part, favoriser la revitalisation de la langue, afin de permettre "la sauvegarde de la nation arménienne" (Chichekian, 1994). Dans les faits, ces deux propositions se rejoignent puisque la connaissance de la langue passe par la fréquentation de lieux associatifs (écoles, activités arméniennes, associations professionnelles, etc.) et que les associations ont pour objectif de revivifier le sentiment national principalement à travers la connaissance de la langue. Le problème est donc posé ici en fonction du lien langue/culture/nation.

Cependant, la question de la langue, dans le cas des Arméniens, dépasse cette relation primaire, puisque l'identité arménienne se bâtit également en relation avec divers lieux historiques qui avaient déjà divisé, au cours du temps, la nation arménienne en sous-groupes plus ou moins éparpillés. Ainsi, l'être Arménien contemporain ne se définit pas uniquement en fonction du fait de parler, d'écrire, d'utiliser ou non la langue arménienne, il se positionne également en relation à l'histoire, en fonction du type de langue qu'il emploie : la langue orientale qui est essentiellement en usage en diaspora ou la langue occidentale qui a principalement cours en Arménie. Cet aspect pratique a son importance puisqu'il dis-

tingue *de facto* la population touchée par l'exode — essentiellement au sud du territoire historique, en Cilicie — de celle restée sur ses terres — l'ex-république soviétique. Ainsi, la pratique linguistique remplit-elle, involontairement, deux fonctions : elle sert d'abord à déterminer la région de provenance ; elle sert ensuite de signe de reconnaissance ou d'exclusion. Parce que l'"être diasporique" se définit d'abord par son lieu de provenance — personnel ou familial —, puis en tant que sujet national, la communauté tend à se rediviser en sous-groupes représentant une communauté diasporique (le Liban, la France, etc.) et une région (le Moyen-Orient, l'Europe, etc.). La diaspora, de plus en plus hétérogénéisée, représente donc une menace pour l'appartenance première : l'identité arménienne. On voit alors émerger un discours qui valorise le sentiment national et qui passe sous silence, ou qui réduit considérablement les différences inhérentes à la condition diasporique : "Être en Arménie soviétique ou être en diaspora, c'est exister dans des conditions matérielles différentes, mais c'est assurer un même passé et un même avenir : celui du nationalisme arménien". Boudjikianian (1990 : 60)

2. Le cas de Montréal

Le milieu communautaire arménien de Montréal se particularise par la multiplicité des lieux de rencontres tant sur les plans ludique, religieux, politique, scolaire que professionnel. Cette multitude d'espaces ouverts à la collectivité indique d'ailleurs une volonté de favoriser le contact intracommunautaire. Ainsi, la région couvrant Ville Mont-Royal, Ville Saint-Laurent et le quartier Chomedey à Laval, territoire qui regroupe environ 75% des Arméniens de

Montréal (Chichekian, 1994 : 44), contient également la majorité des institutions arméniennes (dont cinq églises).

Pour la communauté arménienne de Montréal, estimée à 17 000 âmes d'après *Statistique Canada*², l'église est plus qu'une institution religieuse ; elle est également un lieu communautaire et, en tant que tel, elle participe au maintien et à la reproduction de la collectivité. En effet, selon nos répondants, il existe une distinction très claire entre le fait d'être croyant et celui de fréquenter l'église. Les individus rencontrés qui désirent affirmer leur foi par la prière et le recueillement ont déclaré le faire hors des églises arméniennes ou hors même des institutions religieuses. De même, plusieurs activités à caractère religieux, comme participer à la chorale ou assister à des messes commémoratives, s'exercent, pour certains, en l'absence de conviction religieuse, uniquement dans un objectif de sauvegarde identitaire. De plus, l'église, en tant qu'espace social, semble entrer en conflit avec les besoins religieux des sujets en raison de l'absence d'intimité que l'on retrouve en ces lieux, ce qui constitue paradoxalement le revers des liens intracommunautaires :

"Je préfère aller dans une église "neutre", par exemple à l'Oratoire Saint-Joseph, parce que je ne connais personne, personne ne me regarde et je ne regarde personne. Par contre, aller dans une église arménienne libanaise, je vais y aller, puis tout le monde va être habillé à quatre épingles et puis s'observer qui est qui, et la fille de qui, comment elle est habillée. Je ne me sentirais pas à l'aise." (Femme, 25 ans)

Il est également frappant de voir le nombre de sujets qui fréquentent sur une base régulière une autre église que celle à laquelle ils sont rattachés en théorie. En effet, le choix d'un lieu de

fréquentation ne semble pas dépendre de la confession religieuse du sujet, mais d'autres éléments qui dépassent cette distinction. Les sujets vont donc à l'église, soit pour y rencontrer les gens qu'ils connaissent, soit pour participer à la vie politique de la collectivité, soit, encore, parce qu'ils désirent participer à des activités organisées par l'une de ces institutions religieuses :

"Je suis rattachée à l'église Saint-Grégoire, arménienne orthodoxe et, actuellement, je fréquente Notre-Dame-de-Nareg, arménienne catholique. Je connais plus de gens ici. Des gens qui étaient avec nous au Liban. Je me sens plus familière. Peut-être parce que j'ai été élevée dans une école arménienne catholique, je ne sais pas si ça c'est une raison, mais ça peut être une raison. Je suis habituée à leurs manières." (Femme, 24 ans)

Si les activités patronnées par l'église sont les plus fréquentées, elles sont aussi les plus diversifiées et elles concernent essentiellement les loisirs. Parmi ces derniers, on compte des activités à caractère social — comme la participation à la Croix-Rouge arménienne —, des activités à caractère sportif — comme être membre de l'équipe de basketball de Sourp Hagop —, des activités à caractère culturel — comme la participation à une troupe de théâtre — et des activités à caractère politique — comme écrire pour le journal du parti. Plusieurs de ces activités ont pour objectif de faire connaître l'histoire arménienne aux membres. Les deux types d'associations les plus actives à ce sujet sont les partis politiques et les troupes de scouts. Le parti Dachnak, par exemple, organise des conférences, des réunions d'informations pour les adolescents et les adultes :

"Il y avait, disons, des genres de réunions, à chaque samedi, au Centre arménien. (...) Pour avoir une idée, mais

pas une idée de vengeance, pour avoir une meilleure perspective des choses qui se passent en Arménie." (Homme, 26 ans)

Le scoutisme qui est encadré par l'une ou l'autre église, permet plutôt la participation de jeunes enfants aux événements commémoratifs importants dans la représentation collective de l'identité arménienne :

"J'étais scout aussi au Liban. Puis une fois par année, pour la mémoire du génocide, on faisait les fanfares. C'était une fois par année, le 24 avril." (Homme, 28 ans)

On remarque également qu'il existe une séparation réelle entre les lieux d'activités privilégiées et l'aspect de l'histoire du groupe qui est mis en évidence. Le meilleur exemple de cette division reste la différence qui oppose l'église Notre-Dame-de-Nareg (catholique) à l'église Sourp Hagop (apostolique). Dans le premier lieu, les activités culturelles ou à caractère religieux sont privilégiées ; il y a insistance sur l'histoire chrétienne de la collectivité arménienne. Dans le second lieu, ce sont plutôt les activités à caractère politique qui sont favorisées ; l'emphase est mise sur l'histoire politique des Arméniens. De fait, ces deux approches idéologiques renvoient à des pôles de référence identitaire bien distincts. Ainsi, les loisirs proposés dans le cadre de Notre-Dame-de-Nareg tendent à la cohésion diasporique par le biais de différentes activités récréatives, alors que les loisirs offerts à Sourp Hagop cherchent à réunir les deux Arménie, la diaspora et la République. Les individus se rendent à l'un ou à l'autre endroit en fonction du caractère de l'activité à laquelle ils veulent participer. En théorie, il n'y a donc pas d'exclusion malgré l'appartenance confessionnelle de la personne. L'appartenance chrétienne commune semble subordonner le fait apos-

tolique ou catholique. En principe, une même personne pourrait donc, dès lors, participer ou s'investir dans plusieurs organisations différentes, si elle en a envie :

"Bien, pour les occasions je vais à mon église à moi, à Sourp Hagop et pour la chorale et tout ça, je vais à Notre-Dame-de-Nareg, dans une église catholique. Mais c'est arménien. Je ne fais pas de différence entre catholique et orthodoxe, ça ne me dérange pas.(...), les Arméniens, c'est Arménien pour moi." (Femme, 25 ans).

Seulement, de façon concrète, le choix du lieu de pratique des activités semble dépendre fortement des relations que la personne a déjà établies auparavant, soit par la participation à des activités communautaires dans sa jeunesse, soit encore lors de sa scolarisation dans des institutions arméniennes. De plus, ce choix dépend aussi de la représentation que l'individu — ou sa famille — se fait de l'Arménie et de la diaspora. Nous assistons donc à une exclusion réelle entre les individus qui participent à des réseaux différents :

"Bon, c'est vrai que c'est une question de tradition familiale, si on pourrait dire. Je suis sûre que ça joue. Mais je suis personnellement convaincue. Mon grand-père et mon père ont été membres du parti. Et puis, dans mon éducation aussi, depuis que je suis née que je sens la présence de cette idéologie-là. C'est peut-être pas objectif parce que je suis née là-dedans, mais rendue à l'âge de 23 ans, j'y crois." (Femme, 23 ans)

3. La gestion des conflits

La vie en diaspora conduit à une diversification des activités communautaires et à une lutte pour le contrôle du devenir de la communauté

(Hovanesian, 1995). Certains auteurs (Boudjikianian, 1978, 1982 ; Chichekian, 1994 ; Garabédian, 1989), nous l'avons mentionné, estiment, pour leur part, que la présence de clivages sociopolitiques internes est directement responsable de l'affaiblissement du lien communautaire, aucun parti n'ayant la capacité de maintenir le lien social à travers l'ensemble de la collectivité. La reproduction de l'identité collective se trouve menacée par la multiplication des contacts avec des non-Arméniens en diaspora (à travers les loisirs, la scolarisation, le travail). L'amitié extracommunautaire et l'exogamie sont particulièrement pointées comme passibles d'entraîner l'abandon de certains éléments identitaires tels que la langue et la religion.

Or, Breton (1964-1965), dans son analyse de la complétude institutionnelle, montre que la présence d'institutions (églises, journaux, associations, etc.) favorise le développement de contacts à l'intérieur de la communauté grâce à l'extension dans la collectivité du réseau personnel des participants aux institutions. Cela signifie, par conséquent, qu'il n'est pas nécessaire de participer directement aux institutions pour bénéficier de leur effet social. Il ajoute, dans un autre écrit (1983), que la communauté ethnique n'est pas uniquement une entité sociale, économique ou culturelle mais qu'elle comporte une dimension politique. C'est en effet à l'intérieur de l'action politique, champ qui est par définition conflictuel, que les acteurs cherchent à orienter ou à contrôler les choix collectifs de la communauté (diffusion idéologique, résolution de problèmes sociaux, action collective). Le conflit est d'autant plus intense que les ressources matérielles ou symboliques sont nombreuses :

" Vu que les acteurs ont des intérêts et des idéologies qui diffèrent, ils cher-

chent à influencer les décisions ou le cours des événements dans des directions contradictoires. Pour cela, ils tentent d'agir sur la distribution du pouvoir et des ressources et ils déploient des stratégies en vue de déjouer ou de vaincre leurs adversaires." Breton (1983 : 24)

La communauté ethnique est donc, en fait, constituée d'un ensemble de domaines d'actions politiques dont les participants actifs ne constituent qu'une fraction de l'ensemble de la communauté, car, tous les membres du groupe ne sont pas nécessairement attirés par l'un ou l'autre de ces champs. Ainsi, la communauté est constituée de sous-groupes qui s'opposent afin de contrôler un ou des champ(s) d'actions politiques et qui utilisent des stratégies pour obtenir l'appui ou la neutralité d'autres individus, groupes ou organisations situés à l'intérieur ou à l'extérieur de la communauté. Si l'existence de ces organisations agit sur le renforcement de l'identité collective, cette identité est également renforcée par différentes stratégies mises au point par les représentants de ces organisations dont l'objectif est de conserver leur public aussi large que possible. Or, Breton fait remarquer que, sans vague migratoire, le public ethnique décline, parce que même un haut taux de complétude institutionnelle ne peut empêcher l'intégration de certains membres à la communauté du pays hôte.

En outre, puisque la communauté ethnique est hétérogène (par les classes sociales, les groupes professionnels, les appartenances religieuses, les vagues de migration, les dialectes, les générations, etc.), chacune des différences internes a potentiellement une dimension politique et celle-ci peut varier d'un sous-groupe à l'autre, en fonction de leur intérêt du moment. Par conséquent, si l'arrivée de nouvelles

vagues migratoires est source de tensions pour la communauté déjà installée, ces arrivants permettent également la revitalisation communautaire : d'abord en augmentant le chiffre démographique de la population, ce qui permet aussi l'augmentation du poids politique de la communauté dans le pays hôte tout en fournissant une nouvelle clientèle pour les organisations, mais aussi en bousculant paradoxalement ce qui était établi par l'émergence de nouveaux questionnements à débattre sur la scène publique.

4. Le réseau communautaire et l'identité collective

Par conséquent, les clivages internes à la communauté arménienne sont-ils porteurs d'exclusions réelles ou existe-t-il des stratégies de contournement qui les rendent moins dangereux ?

En fait, deux mouvements semblent s'opposer au sein de la diaspora : d'un côté, il existe le désir de maintenir et de renforcer la cohésion communautaire par le biais d'organisations communes entre institutions, mais, d'un autre côté, la participation à l'une ou l'autre organisation induit un réseau social particulier d'où les non-membres sont exclus. Nous avons vu, par exemple, que les institutions religieuses ne jouent pas uniquement un rôle religieux, mais qu'elles occupent également une place très importante dans la vie communautaire par les nombreuses activités qui se déroulent en leur sein et qui favorisent le développement du réseau social collectif. Par ailleurs, la fréquentation de ces lieux ne dépend pas *a priori* de la confession religieuse, bien qu'ils regroupent avant tout des chrétiens, mais elle se fait en fonction de choix personnels et en fonction des relations sociales

que l'on désire y développer :

"Au début, on se sent un peu perdu. Je ne peux pas aller chercher des amis dans une communauté que je ne connais pas. Je suis allé dans la communauté catholique arménienne où je connaissais déjà des gens. Par exemple je connaissais le curé. Puis ça a été plus facile de faire des amis." (Homme, 28 ans)

Les parents se doivent donc d'accorder une attention particulière au fait d'introduire leurs enfants dès leur jeune âge dans la collectivité, par le biais de la fréquentation d'espaces communautaires tels que l'école ou le scoutisme, entre autres, afin de leur permettre de construire leurs réseaux sociaux. En effet, il semble qu'il existe un lien très fort entre la participation aux espaces scolaires arméniens et la formation individuelle d'un réseau communautaire se renforçant au cours des multiples étapes de la vie. Ainsi, la fréquentation d'un espace scolaire précis prend pour les Arméniens une signification particulière. Le choix d'une école pour leurs enfants ne dépend pas uniquement de la qualité de l'enseignement, mais bien du cadre idéologique (politique et religieux) offert. C'est ce qui conditionnera, inévitablement, le réseau social que ces enfants développeront. En conséquence, si la fréquentation des écoles arméniennes favorise le développement d'une conscience politique ou apolitique (selon l'école), l'absence de fréquentation d'un espace scolaire arménien a pour conséquence l'absence de formation d'un réseau social communautaire ; ce qui induit à long terme une exclusion potentielle des activités communautaires.

Par ailleurs, plusieurs façons d'intervenir dans la vie collective sont possibles et celles-ci ne sont pas exclusives. De fait, nous avons recensé cinq domaines de participation qui concer-

nent les champs religieux, politique, communautaire au sens large, sportif et scolaire. De plus, tous les individus ne s'engagent pas également dans toutes les organisations. Parfois ils participent, parfois ils organisent et parfois, ils ne font ni l'un ni l'autre. Nous avons aussi constaté que si des individus ne participent pas actuellement à la vie communautaire, cela ne veut pas dire qu'ils ne se sont jamais engagés où qu'ils ne le seront jamais. Cet état est généralement temporaire et ne concerne le plus souvent qu'une étape de vie du participant et de son questionnement sur ses objectifs personnels à long terme. On remarque, du reste, pour plusieurs personnes rencontrées, l'existence d'une certaine ambivalence envers la participation communautaire. Pour certains individus, la participation relève d'un devoir moral envers la collectivité parce qu'elle assure la conservation de l'identité arménienne. Pour d'autres, elle signifie surtout un type d'encadrement lourd à porter. Les premiers tendent alors à s'investir essentiellement dans le champ politique et à délaisser les autres activités communautaires, pendant que les seconds tentent plutôt de se dégager de la collectivité afin de créer une nouvelle façon d'être Arménien, tournée davantage vers l'extérieur :

"De mon côté, je fais beaucoup plus qu'un Arménien ferait quand il travaille dans le Centre arménien. Parce que moi je suis dehors, je suis pas dedans. Des fois c'est pas facile." (Homme, 26 ans)

5. Conclusion

L'ensemble de la problématique sur l'identité en diaspora dépasse la simple question de vivre en dehors du territoire national. Elle touche essentiellement le

devenir identitaire dans un pays étranger. Les Arméniens ont l'impression d'être éventuellement perméables à une culture étrangère — la culture locale en diaspora —, ce qui leur semble constituer une menace pour la permanence de l'identité arménienne. C'est dans cette optique que s'est développé le discours sur l'Arménie/centre et diaspora/périphérie. Le problème dans cette manière de considérer la relation Arménie-diaspora tient de ce qu'il oblitère l'importance du fait diasporique dans les références culturelles des différents sous-groupes formant la diaspora. Le "là-bas" de référence n'est pas nécessairement l'Arménie, non plus qu'il est obligatoirement unique. Par conséquent, le sentiment d'appartenance identitaire peut être, et est généralement multiple. Que l'on pense seulement à la migration des vingt-cinq dernières années des communautés en provenance du Moyen-Orient ; leurs membres bien souvent ont vécu dans des pays tiers, avant de repartir à nouveau en raison de problèmes locaux d'ordre économique ou politique.

De plus, ce qui n'est généralement pas assumé dans le discours pessimiste sur l'assimilation en diaspora, c'est que même en Arménie, malgré les structures officielles de protection identitaire, la présence de nombreux autres peuples influence et modifie la culture arménienne locale ; celle-ci ne correspond plus à la culture idéale imaginée en diaspora. On cherche, à travers un discours "national", à rejoindre une culture qui n'est pas rejoignable parce qu'elle n'existe plus :

"Parce que l'identité comme Arménien dans la diaspora, je pense que c'est seulement en Arménie qu'un Arménien peut se développer comme Arménien réel, si on peut dire. Parce que dans la diaspora, c'est vraiment difficile à conserver son identité armé-

nienne par elle-même.(...) Peut-être que c'est intéressant aussi d'avoir plusieurs identités, mais pour moi ce n'est pas quelque chose de souhaitable. Pour moi, ça c'est un problème." (Homme, 20 ans)

S'il y a consensus en ce qui concerne l'objectif communautaire premier à poursuivre, maintenir et renforcer l'identité collective, différents éléments interviennent pour engendrer paradoxalement des divisions internes qui s'inscrivent pour l'essentiel dans le champ du politique. Mais si, pour certains, la participation politique crée ces divisions, pour d'autres, elle les atténue ou, du moins, elle remplit une fonction de cohésion communautaire au sein de la diaspora. De même, la relation que les sujets développent au génocide, en tant qu'élément identitaire dominant, induit un comportement politique particulier qui entraîne à la fois un certain type de relation à l'Arménie comme espace national et à l'espace diasporique comme lieux de reproduction identitaire. En conséquence, l'attitude adoptée amène le développement d'un réseau personnel particulier sur les plans social et amical, par le biais de la fréquentation d'espaces communautaires précis. La problématique de la participation communautaire —dans les champs du politique ou des loisirs— a donc pour caractéristique de mettre à jour la conscience d'une division interne, autant aux niveaux local, diasporique, global et national.

De fait, nous constatons l'existence d'une potentialité d'exclusion réelle entre les membres de la collectivité arménienne en diaspora montréalaise, ces clivages s'exprimant essentiellement à la fois en relation au champ politique et dans l'espace ecclésiastique. Par contre, parce que les individus ont la possibilité effective de participer simultanément, à plusieurs étapes de

leur vie, dans diverses activités dites "arméniennes", ils ont les moyens de se créer un réseau personnel dense qui leur permet par contrecoup de contourner ces exclusions. De ce fait, ils ont l'occasion de développer un sentiment d'appartenance fort à la collectivité, ce qui en favorise directement la reproduction sociale.

Notes

- 1 Afin de faciliter l'analyse des résultats, nous avons favorisé la rencontre avec des individus dont les deux parents étaient d'origine arménienne. Dans cette perspective, bien que nous sous-entendons par le terme "Arménien" une origine unique, nous ne voulons pas ici suggérer une valeur qualitative à cette dénomination, mais simplement éliminer tout biais possible concernant l'identité développée par ces sujets, biais qui pourrait être causé par une double appartenance culturelle.
- 2 Selon les données du recensement de 1991.

Bibliographie

- Boudjikianian, Aïda "Les Arméniens dans la région Rhône-Alpes", *Revue de géographie de Lyon*, n° Hors série, 1978.
- Boudjikianian-Keuroghlian, Aïda, "Un peuple en exil : la nouvelle Diaspora (XIX-XX^e siècles)", In G. Dédéyan (éd). *Histoire des Arméniens*, Toulouse, Éd. Privat, 1982, p.601-670.
- Boudjikianian, Aïda, "Diaspora et Arménie soviétique (1915-1987)", In G. Dédéyan (éd.), *Les Arméniens, Histoire d'une chrétienté*, Toulouse, Éd. Privat, 1990, p.65-74.
- Breton, Raymond, "Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants", *The American Journal of Sociology*, vol.70, 1964-1965, p.195-205.
- Breton, Raymond "La communauté ethnique, communauté politique", *Sociologie et sociétés*, vol.15 n°2, 1983, p.23-37.
- Chichekian, Garo "The armenian community of Quebec", In Témisjian, K., Folco, A-M. et Ouzounian, N. (réd.), *La langue ar-*

- ménienne : *Défis et enjeux*, Actes du colloque tenu les 3, 4 et 5 juin 1994 Montréal, Les publications du Centre de langues patrimoniales/Cercle culturel arménien, 1994, p. 43-51.
- Clifford, James, "Diasporas", *Cultural Anthropology*, vol. 9, n° 3, 1994, p. 302-338
- Daronian, L., "En France, une "minorité" confrontée aux manifestations d'un réveil national: les Arméniens", In Piault, M. dir., *Vers des sociétés pluriculturelles : études comparatives et situation en France*, Colloque international de l'Acfas (9-11 janvier 1986), Paris, Orstom, 1987, p. 52-66.
- Garabédian, Nadine, "Les Arméniens d'Alfortville. Intégration et identité", *Les cahiers de l'Orient*, n° 15, 1989, p. 131-145.
- Hovanessian, Martine, *Les Arméniens et leurs territoires*, Paris, Autrement, 1992.
- Hovanessian, Martine, *Le lien communautaire ; trois générations d'Arméniens*, Paris, Armand-Collin, 1995.
- Lenoir-Achdjian, Annick, *Les facteurs de maintien de l'identité collective arménienne chez les jeunes adultes de la diaspora montréalaise*, Mémoire de maîtrise (non publié), Université de Montréal, Montréal, 1996.
- Zakarian, N., "L'Église apostolique arménienne." In G. Dédéyan (éd.), *Les Arméniens, Histoire d'une chrétienté*, Toulouse, Éd. Privat, 1990, p. 89-98.